

Du balancier...

L'homme... (les hommes...), individuellement comme collectivement, depuis toujours, cherche à améliorer ses conditions de vie, à vivre mieux, à s'émanciper et, aussi, à bénéficier, pour sa part, des richesses créées. Le pouvoir... (les pouvoirs...), monarchique, étatique, financier aujourd'hui, et quel qu'il soit mais toujours pour d'excellentes raisons à l'en croire, lui, cherche à imposer sa propre vision de la société, de l'avenir. Ainsi, au fil du temps, de l'histoire, le « balancier » du progrès humain, aussi inexorablement que celui d'une vieille horloge indique l'heure, tend tantôt vers un peu d'amélioration, de mieux vivre, de justice, tantôt vers davantage de difficultés, une régression même pour beaucoup. Mais contrairement à l'incertitude qui fait tomber la pièce sur « Pile ou Face », c'est, ici, le rapport des forces organisées en présence sur le terrain social qui détermine le sens et la force du mouvement pour une bonne période. Or, actuellement, que constatons-nous au niveau de l'Europe ? Au nom de la « crise » (pas pour tout le monde), les peuples européens sont frappés par des plans d'austérité, de rigueur, des gels de salaires, des adaptations des systèmes de retraites (durée des cotisations, âge de départ...). Et, pensée unique oblige, les gouvernements, le Fonds monétaire International sont malheureusement unanimes pour appliquer cette politique antisociale et qui, en plus, se révélera, à terme, économiquement négative pour la croissance. Même pour l'Allemagne qui commerce avant tout avec ses pays voisins d'Europe ! Même les marchés financiers le manifestent avec beaucoup de cynisme puisqu'ils ont, préalablement, spéculé sur la faiblesse des Etats « mal notés » ! Chez nous, il n'est question que des retraites, de la réforme des retraites ! Mais si, comme aime à le dire, par prudence sans doute, certains économistes, « les choses restent égales par ailleurs » c'est-à-dire si l'origine des ressources demeure quasiment ce qu'elle est, pratiquement à la charge des revenus du travail avec un taux de chômage relativement important et des exonérations croissantes, chacun peut déjà pressentir ce qu'il en résultera, redouter une baisse des acquis. Et la diversion politique, en accusant un ancien Président de la République qui mettait lui, par cette mesure sociale (droit de départ à la retraite à 60 ans), l'économique au service de l'humain, n'est pas à la hauteur de l'enjeu. A chacun son altitude, n'est-ce pas ? Tout le monde n'a pas le même souffle !